



Jacques BERGERET

La démarche en 4 temps proposée

Ouverture du Colloque AREHSS-CNAHES « Les pauvretés d'hier, d'aujourd'hui... et demain ? »

Nancy -12 janvier 2022
Salle des délibérations du Conseil Départemental de Meurthe-et-Moselle

Bienvenue à vous. Au nom du président de l'association l'AREHSS, Alain Benamou, ici présent, et celui de Bernard Heckel, président du CNAHES, qui est en ligne et que je salue, j'ai l'honneur de vous accueillir pour cette première journée du colloque « Les pauvretés d'hier, d'aujourd'hui... et demain ? », vous qui êtes en ligne, devant votre écran, et vous qui êtes dans la salle de délibérations du Conseil départemental de Meurthe et Moselle qui nous accueille.

Je salue particulièrement :

- madame Chaynesse Khirouni présidente du conseil départemental de Meurthe et Moselle,
- madame Murielle Colombo, vice-présidente aux solidarités, représentante de Mathieu Klein maire de Nancy et de la métropole du grand Nancy.
- Je lirai un message de Jean Rottner, le président de région. Madame Marie-Rose Sartor, conseillère régionale qui a été empêchée par un deuil dans sa famille, devait le représenter.
- madame Laurence Canteri, vice-présidente du conseil de la vie universitaire de l'Université de Lorraine, représentant Pierre Mutzenhardt, président de l'Université de Lorraine.
- madame Anouchka Chabeau, Commissaire à la lutte contre la pauvreté, représentant Josiane Chevalier, préfète de la région Grand Est.

Deux associations d'histoire œuvrent ensemble pour mener cette initiative collective à laquelle participe aussi l'association *Citoyenneté Active Lorraine* par une intervention préparée par Alain Mailfert.

Je ne reviendrais pas sur l'argument de ce colloque « *Les pauvretés une longue histoire* » que vous avez tous lus et qui a motivé votre inscription et dont nous espérons qu'il motivera aussi votre engagement dans la démarche proposée tout au long de cette nouvelle année que nous espérons meilleure pour tous les habitants de la planète, tourmentés par la pandémie actuelle.

Juste peut-être rappeler que tenter d'éradiquer la très grande pauvreté est nécessaire mais ne suffit pas. Cela ne suffit pas à recréer la confiance et le lien social. Contrairement à ce que l'on croit, soulager les pauvres, ce qui est nécessaire, ne conduit pas à lutter contre la pauvreté.

Comment agir ? Il y a urgence. La question des pauvretés et des solidarités doit redevenir centrale dans le débat public, et nous souhaitons y contribuer.

Alors ce colloque prévoit de le faire en plusieurs temps :

- avec d'abord cette première journée du 12 janvier, c'est à dire aujourd'hui, mais qui est en réalité un commencement. Elle essaie de mettre en synergie aussi bien ce qui est du domaine des collectivités publiques que le privé.
- il y aura ensuite une phase intermédiaire très importante, et nous comptons sur vous pour essayer de dynamiser quelque chose qui collectivement va permettre de construire une seconde journée. Il s'agira durant cette période que chaque organisme qui le souhaitera, s'engage par l'intermédiaire d'un service, par exemple de CCAS s'il s'agit d'une ville, d'un service d'un département, etc. de faire un travail ; et bien sûr au niveau des associations : de faire un travail qui est déjà engagé, bien évidemment, par tous les travailleurs sociaux avec beaucoup de volontés et par toutes les associations sur ces questions de pauvreté.

Nous ne prétendons pas apporter quelque chose qui ne serait pas encore commencé, c'est largement un travail qui depuis longtemps s'opère. Mais nous souhaitons densifier, apporter quelque chose, en termes de réflexion et si possible conduisant à de davantage donner la parole aux personnes qui sont en situation de pauvreté, et qui dans le fond sont les premiers experts des pauvretés : les pauvretés qui sont multiples, car elles ne sont pas qu'économiques, et là aussi il y a un panel de possibilités d'expressions et de réflexions qui doit être engagé et sur lequel nous souhaitons donner meilleure visibilité.

Alors, la seconde journée, on la programmera en faisant le point à partir du mois de juin, sur ce travail qui aura été fait - donc c'est quand même assez rapide - de manière, avec les associations et les collectivités qui se seront engagées, de programmer une seconde journée qui ne pourra pas être, je le dis tout de suite, en différée comme vous êtes maintenant devant les écrans. Il faudra absolument que ce soit en présentiel, car nous espérons bien que ça puisse se faire avec précisément la parole des personnes, en situation de difficultés et de pauvreté. Les partages d'expériences viseront à repenser et rénover *le contrat social* tout en formulant des propositions d'améliorations des situations individuelles et collectives. Les choses peuvent, et doivent se faire à différentes échelles, nous n'opposons pas le macro et le micro. Au-delà des rencontres thématiques ensuite, on pourra organiser à la demande éventuellement tels ou tels approfondissements. Tout le monde est invité à participer à la démarche, et prioritairement les personnes en situation de pauvreté, quel que soit leur statut et bien sûr leur accompagnateur, des organismes publics et privés.

En perspective, on a l'idée de faire un ouvrage collectif à partir de tout ce qui aura été mis en avant autour de la dynamique de ce colloque pensé en plusieurs étapes.

Pour conclure je dirais, la pauvreté est-elle une nécessité ? Certains l'affirment, c'est constitutif des sociétés, basta. Nous préférons le doute, suivant en cela l'enseignement de Nietzsche, qui nous enseigne que, la certitude est aveugle, et sourde. Et avec Laurence de Cock, Mathilde Larrère et Guillaume Mazeau, dans « L'histoire comme émancipation » (c'est aux éditions Agone, 2019), partageons plutôt pour agir, l'idée que, et je les cite : « **l'histoire a son rôle à jouer, parce qu'elle fissure les noyaux de certitudes, parce qu'elle rappelle que l'émancipation se nourrit des actions solidaires des hommes et des femmes du passé.** »